

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

4 MAI 1999

PROPOSITION DE LOI

**relative au maintien de
la rémunération normale des
travailleurs cohabitants pour les
jours d'absence à l'occasion
d'événements familiaux ou en vue
de l'accomplissement d'obligations
civiques ou de missions civiles**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR

M. Michel DIGHNEEF

- (1) Composition de la commission :
Président : M. Chevalier (P.)

A. — Titulaires

C.V.P. M. De Clerck,
Mme D'Hondt,
MM. Goutry, Lenssens,

P.S. Mme Burgeon,
MM. Delizée, Dighneef.

V.L.D. MM. Anthuenis, Chevalier,
Valkeniers.

S.P. MM. Bonte, Vermassen.

P.R.L.- M. Bacquelaine,
F.D.F. Mme Herzet.
P.S.C. M. Mairesse.

VI. M. Van den Eynde.
Blok
Agalev/M. Wauters
Ecolo

B. — Suppléants

M. Ansoms, Mme Creyf,
M. Vandeurzen,
Mme Van Haesendonck, Mme van
Kessel.

MM. Dufour, Harmegnies, Moock,
Moriau.

MM. Cortois, De Grauwe, Lano,
Van Aperen.

MM. Cuyt, Suykens, Verstraeten.

MM. D'hondt, Michel, Wauthier.

MM. du Bus de Warnaffe, Fournaux.

Mme Colen, M. Sevenhans.

MM. Detienne, Vanoost.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. Mme Van de Castelee

Voir:

- 855 - 96 / 97:

— N° 1 : Proposition de loi de MM. Bonte et Delizée.

— N° 2 : Amendements.

Voir aussi :

— N° 4 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

4 MEI 1999

WETSVOORSTEL

**betreffende het behoud van
het normaal loon van samenwonende
werknemers voor afwezigheidsdagen
ter gelegenheid van familie-
gebeurtenissen of voor de vervulling
van staatsburgerlijke verplichtingen
of van burgerlijke opdrachten**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR

DE HEER Michel DIGHNEEF

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Chevalier (P.)

A. — Vaste leden

C.V.P. H. DeClerck,
Mevr. D'Hondt, Goutry,
Lenssens.

P.S. Mevr. Burgeon,
HH. Delizée, Dighneef.

V.L.D. HH. Anthuenis, Chevalier,
Valkeniers.

S.P. HH. Bonte, Vermassen.

P.R.L.- H. Bacquelaine,
F.D.F. Mevr. Herzet.
P.S.C. H. Mairesse.

VI. H. Van den Eynde.
Blok
Agalev/H. Wauters.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers

H. Ansoms, Mevr. Creyf,
H. Vandeurzen,
Mevr. Van Haesendonck, Mevr. van
Kessel.

HH. Dufour, Harmegnies, Moock,
Moriau.

HH. Cortois, De Grauwe, Lano,
Van Aperen.

HH. Cuyt, Suykens, Verstraeten.

H. D'hondt, Michel, Wauthier.

HH. du Bus de Warnaffe Fournaux.

Mevr. Colen, H. Sevenhans.

HH. Detienne, Vanoost.

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. Mevr. Van de Castelee

Zie:

- 855 - 96 / 97:

— Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heren Bonte en Delizée.

— Nr. 2 : Amendementen.

Zie ook :

— Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné la présente proposition au cours de ses réunions des 21 et 28 avril 1999 ; la réunion du 28 avril 1999 a été convoquée en application de l'article 19, 3 du Règlement.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR PRINCIPAL DE LA PROPOSITION

M. Bonte regrette que, malgré ses demandes réitérées, la proposition ait été inscrite aussi tardivement à l'ordre du jour de la commission.

Cette proposition vise à supprimer une des discriminations qui touchent les personnes ayant choisi une forme de vie commune autre que le mariage. Cette discrimination concerne l'absence du travailleur à l'occasion d'importants événements familiaux, que la législation actuelle ne légitime pas lorsque le travailleur et son partenaire forment un ménage de fait.

La proposition s'inspire des motifs d'absence pour lesquels les travailleurs mariés conservent leur droit à la rémunération et étend ce droit aux travailleurs cohabitant sans être mariés.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

Le représentant de la ministre de l'Emploi et du Travail rappelle que les absences du travailleur à l'occasion d'événements familiaux, avec maintien de sa rémunération normale, sont réglées par l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ainsi que par l'arrêté royal du 28 août 1963. En vertu de l'article 30 précité, le Roi détermine, après avis du Conseil national du Travail, les événements familiaux, les obligations civiles et les missions civiles pour lesquels le travailleur peut s'absenter avec maintien de sa rémunération normale. Le Roi détermine en outre la durée de l'absence à laquelle le travailleur peut prétendre. Ces dispositions ont des conséquences pour l'employeur, non seulement sur le plan de l'organisation du travail en l'absence du travailleur, mais également du fait du maintien de la rémunération du travailleur pendant son absence.

Les événements familiaux visés ont trait au mariage ou à l'ordination d'un parent, à la naissance d'un enfant, au décès d'un parent, à la communion solennelle ou à la participation d'un enfant du travailleur ou de son conjoint à la fête de la jeunesse laïque, à la participation du travailleur à la réunion d'un conseil de famille, à la participation à un jury ou à un bureau de vote et à l'accueil d'un enfant dans le cadre d'une adoption.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 21 en 28 april 1999. De vergadering van 28 april 1999 werd bijeengeroepen met toepassing van artikel 19.3 van het Reglement.

I. — INLEIDING VAN DE HOOFDINDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

De heer Bonte betreurt dat dit wetsvoorstel, ondanks zijn herhaald aandringen, zo laattijdig op de agenda van de commissie werd geplaatst.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe komaf te maken met een van de discriminaties waaronder de mensen te lijden hebben die ervoor hebben gekozen om niet-gehuwd samen te wonen. Het betreft meer bepaald de werknemers die wegens belangrijke familiegebeurtenissen afwezig willen blijven, zonder loonderving; overeenkomstig de vigerende wetgeving geldt die regel niet voor de werknemer zo hij met zijn partner een feitelijk gezin vormt. Het wetsvoorstel is ingegeven door de redenen van afwezigheid die gehuwden kunnen aanvoeren zonder loonverlies te lijden. Het kent dat recht ook toe aan de samenwonende maar niet-gehuwde werknemers.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid brengt in herinnering dat een werknemer wegens familiegebeurtenissen van het werk afwezig mag blijven, zonder dat hij loon derft. Dat wordt geregeld bij artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, alsook bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1963. Krachtens dat artikel 30 bepaalt de Koning, nadat het advies van de Nationale Arbeidsraad is ingewonnen, voor welke familiegebeurtenissen, staatsburgerlijke verplichtingen en burgerlijke opdrachten de werknemer van het werk afwezig mag blijven, met behoud van zijn normaal loon. De Koning bepaalt eveneens het aantal dagen afwezigheid waarop de werknemer aanspraak mag maken. Een en ander brengt ook gevolgen mee voor de werkgever, niet alleen inzake de organisatie van het werk bij afwezigheid van de werknemer, maar ook doordat de werknemer gedurende die afwezigheid zijn loon behoudt.

De bedoelde familiegebeurtenissen houden verband met het huwelijk of de priesterwijding van een familielid, de geboorte van een kind, het overlijden van een familielid, de plechtige communie of het feest van de vrijzinnige jeugd van het kind van de werknemer of van zijn partner, de aanwezigheid van de werknemer op een vergadering van een familieraad, in een jury of een stembureau, of in verband met de opvang in het gezin van een adoptiekind.

Les auteurs de la proposition entendent régler cette matière par la voie législative plutôt que par arrêté royal.

Quant au fond, *la ministre* peut se rallier à la proposition ; il convient en effet d'adapter les dispositions en vigueur pour tenir compte d'une évolution récente de la société en ce qui concerne les formes de vie commune autres que le mariage. Elle rappelle cependant les développements récents sur le plan juridique et notamment la loi du 23 novembre 1998 relative à la cohabitation légale, dont il faut également tenir compte.

La ministre a élaboré un projet d'arrêté royal visant à rencontrer la préoccupation des auteurs de la proposition, qu'elle a soumis à l'avis du Conseil national du Travail, conformément à la procédure de l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978, en même temps d'ailleurs que la proposition en discussion.

Elle invite donc la commission à ne pas créer un cadre légal séparé, qui risque d'ouvrir la porte à des incohérences légales. La priorité qu'il convient de réserver à l'initiative parlementaire ne peut être invoquée au détriment de la qualité du travail législatif comme ce serait le cas en l'occurrence. La préoccupation des auteurs de la proposition doit être rencontrée par une modification de l'arrêté d'exécution du 28 août 1963 ; cette préoccupation sera rencontrée, puisque tout laisse prévoir un avis positif des partenaires sociaux au sujet du projet d'arrêté royal qu'elle leur a soumis.

M. Bacquelaine peut se rallier au principe poursuivi par la proposition, comme il l'a fait en ce qui concerne la proposition de loi relative à la cohabitation légale.

Il relève toutefois des difficultés en ce qui concerne l'application de la proposition. D'une part, la loi relative à la cohabitation légale n'est pas encore entrée en vigueur et aucune date n'est prévue pour sa mise en oeuvre. Or, cette loi définit la cohabitation ; la présente proposition requiert une telle définition si l'on veut éviter, par exemple le recours simultané aux dispositions de l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et à celles de la proposition, que des travailleurs mariés mais séparés et qui cohabiteraient avec un autre partenaire pourraient invoquer.

M. Bonte considère que l'inspiration de la loi rela-

De indieners van het wetsvoorstel geven er de voorkeur aan deze aangelegenheid bij wet, veeleer dan bij koninklijk besluit te regelen.

De minister kan zich bij de inhoud van het wetsvoorstel aansluiten. De vigerende bepalingen behoren inderdaad te worden bijgesteld, zodat ze in overeenstemming zijn met de recente maatschappelijke ontwikkelingen op het stuk van de samenlevingsvormen buiten het huwelijk. Toch wenst de minister de recente juridische veranderingen te memoreren; zo dient ook rekening te worden gehouden met de wet van 23 november 1998 tot invoering van de wettelijke samenwoning.

De minister heeft een ontwerp van koninklijk besluit uitgewerkt dat ertoe strekt tegemoet te komen aan de verzuchtingen van de indieners van het wetsvoorstel. Zij heeft die tekst, overigens samen met het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel, overeenkomstig artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten voor advies bij de Nationale Arbeidsraad ingediend.

De minister verzoekt derhalve de commissie niet te voorzien in een afzonderlijke wettelijke regeling omdat zulks kan leiden tot uiteenlopende juridische bepalingen. Het parlementaire initiatief heeft uiteraard voorrang; men mag zich evenwel niet op dat element beroepen omdat zulks de kwaliteit van het wetgevend werk zou kunnen aantasten, wat hier het geval dreigt te zijn. Aan het streven van de indieners van het wetsvoorstel moet tegemoet worden gekomen door een wijziging van het uitvoeringsbesluit van 28 augustus 1963; dat zal wellicht geen probleem zijn aangezien alles erop wijst dat de sociale gesprekspartners een gunstig advies zullen uitbrengen omtrent het ontwerp van koninklijk besluit dat zij hen heeft voorgelegd.

De heer Bacquelaine kan zich terugvinden in de doelstelling van het wetsvoorstel, net zoals hij het eens was met het wetsvoorstel tot invoering van de wettelijke samenwoning.

Toch wijst hij op een aantal knelpunten in verband met de concrete toepassing van het wetsvoorstel. De wet tot invoering van de wettelijke samenwoning is nog niet in werking getreden en er is nog geen datum in uitzicht gesteld voor de tenuitvoerlegging ervan.

Die wet bepaalt wat onder «samenwoning» moet worden verstaan. Het voorliggende wetsvoorstel vereist evenwel een dergelijke definitie, bijvoorbeeld om te voorkomen dat een beroep zou worden gedaan op de bepalingen van artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, en tegelijk de bepalingen van dit wetsvoorstel worden aangevoerd door gehuwde maar gescheiden werknemers die zouden samenwonen met een andere partner.

Volgens *de heer Bonte* zijn het wetsvoorstel tot in-

tive à la cohabitation légale et de sa proposition sont totalement différentes. Il rappelle que la réglementation dans différents secteurs de la sécurité sociale tient déjà compte de la cohabitation de fait ; ce n'est pas encore le cas en ce qui concerne les congés de circonstance et la proposition à l'examen vise uniquement à remédier à cet état de fait.

Il est vrai que l'objectif poursuivi par la proposition pouvait être atteint par une modification de la loi relative aux contrats de travail. Mais le Parlement ne peut pas modifier un arrêté royal. Aussi insiste-t-il pour que la proposition fasse l'objet d'un vote en commission.

M. Wauters estime que la législation doit être adaptée aux différentes formes de cohabitation. Il se rallie donc à la proposition.

Il constate toutefois que la naissance d'un enfant n'est pas prévue parmi les circonstances envisagées et se propose de déposer un amendement à cette fin. L'adoption doit elle aussi être prévue.

Le représentant de la ministre de l'Emploi et du Travail rappelle que le législateur a lui-même décidé en son temps de confier au Roi le soin de déterminer les modalités d'application de l'article 30 de la loi relative aux contrats de travail, après avis des partenaires sociaux.

Quant à l'amendement que *M. Wauters* se propose de déposer au sujet du congé faisant suite à la naissance d'un enfant, il rappelle la disposition introduite en 1991, en vertu de laquelle le travailleur bénéficie de ce congé dès lors que la filiation paternelle est établie.

M. Lenssens rappelle aux membres de la majorité qu'il est d'usage de suivre la procédure demandée par le gouvernement. En l'occurrence, celui-ci demande la consultation du Conseil national du Travail. Il propose dès lors que la commission ne se prononce pas au sujet de la proposition, quelle que soit la légitimité des objectifs qu'elle poursuit.

M. Bonte fait appel aux membres de la majorité pour qu'ils soutiennent cette initiative parlementaire. Il regrette que la proposition soit, en dernière minute, soumise à une condition de procédure, d'autant plus que les avis partiels déjà formulés par le CNT sont favorables aux mesures proposées.

Mme D'Hondt comprend la déception de l'auteur de la proposition. Elle estime cependant qu'il ne faut pas négliger l'avis des partenaires sociaux ; les employeurs assument le coût des dispositions proposées.

voering van de wettelijke samenwoning en zijn wetsvoorstel door totaal verschillende gronden ingegeven. Hij wijst erop dat de regelgeving van diverse sectoren van de sociale zekerheid al rekening houdt met de feitelijke samenwoning. Dat is echter nog niet het geval voor het omstandigheidsverlof; zijn ter bespreking voorliggende wetsvoorstel strekt er alleen toe die zaak recht te zetten.

Het klopt dat de doelstelling van het wetsvoorstel kon worden gehaald via een wijziging van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten. Het parlement kan evenwel geen koninklijk besluit wijzigen. De spreker dringt er dan ook op aan om in commissie te stemmen over het wetsvoorstel.

De heer Wauters verklaart dat de wetgeving moet worden aangepast aan de diverse vormen van samenwoning. Hij sluit zich derhalve bij het wetsvoorstel aan.

Hij constateert evenwel dat de in uitzicht gestelde omstandigheden niet voorzien in de geboorte van een kind; hij zal een amendement in die zin indienen. Adoptie mag evenmin over het hoofd worden gezien.

De vertegenwoordiger van de minister van Tewerkstelling en Arbeid brengt in herinnering dat de wetgever zelf indertijd had besloten om de Koning te machtigen de nadere tenuitvoerlegging te regelen van artikel 30 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, nadat het advies van de sociale gesprekspartners is ingewonnen.

In verband met het amendement dat de heer *Wauters* wil indienen inzake het verlof ingevolge de geboorte van een kind herinnert hij eraan dat in 1991 een bepaling werd uitgewerkt op grond waarvan de werknemer recht heeft op een dergelijk verlof zo de afstamming van vaderszijde is bewezen.

De heer Lenssens wijst de commissieleden van de meerderheid erop dat het gebruikelijk is de door de regering gevraagde procedurele weg te bewandelen. In dit geval vraagt de regering om het advies van de Nationale Arbeidsraad in te winnen. De spreker stelt dus voor dat de commissie zich niet over het wetsvoorstel zou uitspreken, hoe gewettigd de daarin vervatte doelstellingen ook zijn.

De heer Bonte roept de commissieleden van de meerderheid op om dit parlementair initiatief te steunen. Hij betreurt dat zijn wetsvoorstel *in extremis* nog aan een procedurele vereiste wordt onderworpen, temeer daar de al uitgebrachte deeladviezen van de NAR de voorgestelde maatregelen ondersteunen.

Mevrouw D'Hondt begrijpt dat de indiener van het wetsvoorstel ontgoocheld is. Toch is zij van mening dat het advies van de sociale gesprekspartners niet over het hoofd mag worden gezien. De werkgevers

En outre, la proposition ne définit pas la cohabitation.

M. Bonte estime que le coût des dispositions proposées n'est pas un argument convaincant : l'employeur doit être disposé à permettre l'absence d'un travailleur qui doit remplir des obligations familiales importantes, que ce dernier soit marié ou non.

La proposition vise à éliminer quelques infractions mineures suscitées par la discrimination inscrite dans les dispositions actuelles.

M. Mairesse comprend lui aussi la déception de *M. Bonte*, d'autant plus que les discriminations entre les couples mariés et non-mariés devront tôt ou tard être supprimées. Il souhaite d'ailleurs un inventaire de toutes ces discriminations et l'extension du champ d'application de la proposition à toutes celles-ci.

Mme Burgeon partage l'avis de l'intervenant précédent.

M. Goutry rappelle que la matière visée par la proposition relève de la concertation sociale. Il maintient son opposition au vote en commission. Si la proposition faisait l'objet d'un vote en application de l'article 19, 3 du Règlement, il y verrait un fait politique.

M. Delizée rappelle que la commission a été réunie pour se prononcer sur la proposition quel que soit le quorum. Il ne fait pas de doute que l'avis de CNT sera positif. Il est disposé à accueillir d'éventuels amendements visant à améliorer la qualité législative de la proposition. Il souhaite toutefois que le vote ait lieu.

Mme Van de Castele est en principe opposée à toute discrimination. En ce qui concerne la proposition en discussion, elle considère cependant qu'en l'absence de toute définition de la cohabitation légale, le Parlement ne peut que produire un travail législatif de mauvaise qualité.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

La commission ayant adopté à l'unanimité les articles ainsi que l'ensemble de la proposition sans que le quorum ne soit atteint, le vote a été reporté à la réunion suivante, en application de l'article 19, 3 du Règlement.

dragons immers de kosten van de voorgestelde maatregelen. Voorts geeft het wetsvoorstel geen definitie van het begrip «samenwoning».

De heer Bonte verklaart dat de kostprijs van de voorgestelde bepalingen geen overtuigend argument is. De werkgever moet bereid zijn een werknemer die belangrijke familiegebeurtenissen moet bijwonen, vrij te geven, of die werknemer nu gehuwd is of niet.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe komaf te maken met een aantal kleinere misbruiken die ontstaan ingevolge de in de vigerende bepalingen ingeschreven ongelijke behandeling.

Ook *de heer Mairesse* begrijpt dat de indiener van het wetsvoorstel ontgoocheld is, temeer daar de discriminaties tussen gehuwden en samenwonenden vroeg of laat zullen moeten worden opgeheven. Voor het overige wenst hij te beschikken over een inventaris van al die discriminaties; hij vraagt dat het toepassingsveld van het wetsvoorstel tot al die discriminaties zou worden uitgebreid.

Mevrouw Burgeon sluit zich bij het standpunt van de vorige spreker aan.

De heer Goutry brengt in herinnering dat sociaal overleg vereist is voor de aangelegenheid die in dit wetsvoorstel wordt behandeld. Hij blijft bij zijn verzet om terzake in commissie tot een stemming over te gaan. Mocht over het wetsvoorstel worden gestemd overeenkomstig het bepaalde in artikel 19.3 van het Reglement, dan zou hij dat als een politiek feit beschouwen.

De heer Delizée wijst erop dat de commissie werd bijeengeroepen om zich over het voorstel uit te spreken, ongeacht het quorum. De NAR zal ongetwijfeld een gunstig advies uitbrengen. Hij staat open voor eventuele amendementen die het wetsvoorstel wetgevingstechnisch kunnen verbeteren. Toch vraagt hij dat over dit wetsvoorstel zou worden gestemd.

Mevrouw Van de Castele verzet zich principieel tegen elke ongelijke behandeling. In verband met het ter tafel voorliggende wetsvoorstel kan ze er echter niet omheen dat als het begrip «wettelijke samenwoning» in het voorstel nergens wordt omschreven, het parlement slecht wetgevend werk zal afleveren.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Aangezien de commissie de artikelen alsmede het gehele wetsvoorstel eenparig heeft aangenomen zonder dat het quorum was bereikt, werd de stemming krachtens artikel 19.3 van het Reglement naar de volgende vergadering verschoven.

Réunie en application de l'article précité du Règlement, la commission s'est prononcée par 5 voix contre 4 en faveur du vote de la proposition.

Article premier

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par 5 voix contre 1.

Art. 3

MM. Wauters et Bacquelaine présentent les amendements n° 1 à 3 (doc. Chambre n° 855/2) visant à compléter cet article pour tenir compte de la circonstance de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Pour la justification de ces amendements, il est renvoyé à la discussion générale.

*
* *

Les amendements n°s 1 à 3 sont successivement adoptés par 5 voix et 1 abstention.

L'article 3, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

Art. 4

Cet article ne fait l'objet d'aucune observation et est adopté par 5 voix et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition, ainsi amendée, telle qu'elle figure au document n° 855/4, est adoptée par 5 voix et 1 abstention.

Le rapporteur,

M. DIGHNEEF

Le président,

P. CHEVALIER

De commissie, bijeengeroepen krachtens datzelfde Reglementsartikel, heeft zich met 5 tegen 4 stemmen uitgesproken voor de stemming over het wetsvoorstel.

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 5 stemmen tegen 1.

Art. 3

De heren Wauters en Bacquelaine dienen de amendementen nrs. 1 tot 3 (Stuk nr. 855/2) in. Ze strekken ertoe dit artikel aan te vullen, zodat rekening wordt gehouden met de geboorte of de adoptie van een kind.

Voor de verantwoording van die amendementen wordt verwezen naar de algemene bespreking.

*
* *

De amendementen nrs. 1 tot 3 worden achtereenvolgens aangenomen met 5 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus gewijzigde artikel 3 wordt aangenomen met dezelfde stemuitslag.

Art. 4

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 5 stemmen en 1 onthouding.

Het aldus geamendeerde wetsvoorstel, zoals het is opgenomen in Stuk nr. 855/4, wordt aangenomen met 5 stemmen en 1 onthouding.

De rapporteur,

M. DIGHNEEF

De voorzitter,

P. CHEVALIER